

Art. 16 - In artikel 43 van hetzelfde besluit wordt het bedrag "25.000 euro" vervangen door het bedrag "30.000 euro".

Art. 17 - In artikel 44, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "twaalf" vervangen door het woord "negen".

Art. 18 - In artikel 44.1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 27 juni 2013, wordt het bedrag "50.000 euro" vervangen door het bedrag "30.000 euro".

Art. 19 - Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen, met uitzondering van artikel 3, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2017.

Art. 20 - De ministers zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit. Eupen, 21 februari 2017.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President

O. PAASCH

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

I. WEYKMANS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

A. ANTONIADIS

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201453]

2 FEVRIER 2017. — Décret relatif au contrat d'insertion (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

2° l'ONEm : l'Office national de l'Emploi;

3° l'activation d'allocations de travail : l'activation d'allocations visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, 7^o, b), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

4° le demandeur d'emploi inoccupé : la personne inscrite comme demandeur d'emploi auprès du FOREm et se trouvant dans une période d'inoccupation;

5° la période d'inoccupation : la période prenant cours à l'inscription du demandeur d'emploi auprès du FOREm, pendant laquelle le demandeur d'emploi ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre principal;

6° le jeune demandeur d'emploi : le demandeur d'emploi inoccupé qui n'a pas atteint l'âge de 25 ans;

7° l'entrée en service : le jour où le travailleur débute l'exécution du contrat de travail;

8° expérience professionnelle : l'expérience acquise dans le cadre d'un contrat de travail, d'une relation statutaire ou d'une activité d'indépendant, à l'exception de celle qui est acquise lors de périodes d'occupation assimilées par le Gouvernement à la période d'inoccupation en exécution de l'alinéa 2, 2^o;

9° le contrat d'insertion : le contrat de travail à temps plein, conclu pour une durée indéterminée ou pour une durée déterminée de 12 mois au moins, par lequel un jeune demandeur d'emploi inoccupé depuis au moins dix-huit mois acquière une première expérience professionnelle et peut bénéficier d'un accompagnement coordonné par le FOREm.

Le Gouvernement arrête :

1° les qualités assimilées à la qualité de demandeur d'emploi inoccupé au sens de l'alinéa 1^{er}, 4^o;

2° les périodes d'occupation assimilées à la période d'inoccupation, au sens de l'alinéa 1^{er}, 5^o.

CHAPITRE II. — Aide à l'engagement de demandeurs d'emploi

Section 1. — Champ d'application

Art. 2. Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas au demandeur d'emploi engagé par :

1° une institution d'enseignement universitaire en tant que membre du personnel académique et scientifique;

2° une autre institution d'enseignement en tant que membre du personnel enseignant;

3° l'Etat fédéral, y compris le Pouvoir judiciaire, le Conseil d'Etat, l'armée et la police fédérale;

4° une Communauté ou une Région, à l'exception d'un établissement d'enseignement pour un travailleur qui n'est pas visé aux 1^o et 2^o;

5° la Commission communautaire flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune;

6° un organisme d'intérêt public ou une institution publique qui est sous l'autorité des entités visées aux 3^o, 4^o ou 5^o, à l'exception d'une institution publique de crédit, d'une entreprise publique autonome, d'une société publique de transport de personnes, d'une institution publique pour le personnel qu'elle engage en tant qu'intérimaire pour le mettre à la disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire, conformément à la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, et d'un établissement d'enseignement pour un travailleur qui n'est pas visé aux 1^o et 2^o.

Section 2. — Activation de l'allocation de travail

Art. 3. Le demandeur d'emploi qui fait l'objet d'un engagement, dans le cadre d'un contrat d'insertion, bénéficie d'une allocation de travail selon les modalités fixées par le Gouvernement, s'il satisfait aux conditions suivantes la veille de la date de son entrée en service :

- 1° être un jeune demandeur d'emploi;
- 2° être inoccupé depuis au moins dix-huit mois;
- 3° n'avoir aucune expérience professionnelle;
- 4° avoir sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française.

Art. 4. L'allocation de travail visée à l'article 3 est octroyée pendant une durée de douze mois maximum, à dater de l'entrée en service. Le Gouvernement peut modifier la durée d'octroi de l'allocation de travail.

Le demandeur d'emploi ne peut bénéficier de l'allocation de travail qu'une seule fois, sans préjudice des dispositions en matière de suspension.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 6, l'allocation de travail est payée à concurrence de mensualités, dont le Gouvernement arrête les montants.

Pour ce faire, le Gouvernement tient compte de l'évolution du marché de l'emploi pour les demandeurs d'emploi concernés, de la croissance économique et du budget.

Le montant de l'allocation de travail perçu pour un mois calendrier déterminé est obtenu en multipliant respectivement le montant des mensualités arrêtées par le Gouvernement par une fraction dont :

1° le numérateur est égal au nombre d'heures pour lesquelles une rémunération est due durant la période couverte par ce contrat de travail qui se situe dans ce mois calendrier déterminé;

2° le dénominateur est égal à 4 fois la durée hebdomadaire moyenne de travail de la personne de référence augmentée des heures de repos compensatoire rémunérées suite à un régime de réduction de la durée de travail.

Si au cours d'un mois calendrier déterminé, le résultat de la formule visée à l'alinéa précédent dépasse respectivement le montant des mensualités arrêtées par le Gouvernement, le montant de l'allocation de travail qui peut être octroyée pour ce mois calendrier déterminé est égal au montant des mensualités arrêtées par le Gouvernement.

Conformément à l'article 7, § 1^{er}bis, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, le montant de la mensualité de l'allocation de travail est déduite par l'employeur du salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois concerné.

L'allocation de travail n'excède pas le salaire net du travailleur.

Art. 6. Le paiement de l'allocation de travail est réduit ou suspendu pendant la durée durant laquelle le paiement de la rémunération est :

- 1° respectivement réduit ou suspendu par l'employeur, quelle qu'en soit la cause;
- 2° ou pris en charge par un tiers.

Art. 7. Sous sa coordination, le FOREm, en partenariat avec les opérateurs d'insertion et de formation, propose un accompagnement au demandeur d'emploi, avant, pendant et après la durée d'octroi de l'allocation de travail visée à l'article 3.

Le Gouvernement détaille le contenu de cet accompagnement et en arrête les modalités d'exécution.

Section 3. — Octroi, suspension et cessation de l'allocation de travail

Art. 8. Sur la base des informations dont il dispose et conformément aux dispositions de la législation du chômage qui règlent les tâches des organismes visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et de l'ONem en tant qu'opérateurs administratifs et techniques, l'ONem procède à l'octroi, la suspension, la cessation et la récupération de l'activation de l'allocation de travail visée à l'article 3.

Le Gouvernement peut adapter ou compléter les procédures d'octroi, de suspension, de cessation et de récupération de l'activation de l'allocation de travail.

La demande d'activation de l'allocation de travail est introduite par le demandeur d'emploi auprès des organismes visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et doit être réceptionnée dans le délai arrêté par le Gouvernement. En cas de réception tardive de la demande par les organismes précités, l'activation peut être limitée, dans la mesure arrêtée par le Gouvernement.

Art. 9. L'octroi d'une allocation de travail visée à l'article 3 est suspendu lorsque :

- 1° le contrat de travail conclu par le demandeur d'emploi prend fin;
- 2° le demandeur d'emploi n'a plus sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française.

La suspension visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, prend effet le lendemain de la date de fin du contrat de travail. La suspension visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la prise de connaissance des faits visés à l'alinéa 1^{er}, 2° par l'ONem.

La suspension est levée à la demande du demandeur d'emploi lorsque :

1° il conclut un contrat de travail avec un employeur, pour une durée minimale équivalente à la durée restante de l'allocation de travail visée à l'article 3;

2° il a à nouveau sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française.

L'octroi de l'allocation de travail peut être suspendu à plusieurs reprises.

Art. 10. L'octroi de l'allocation de travail visée à l'alinéa 3 cesse lorsque :

- 1° la durée visée à l'article 3 arrive à son terme;
- 2° le demandeur d'emploi a vingt-six ans.

La cessation de l'allocation de travail prend effet le premier jour du mois qui suit l'évènement visé à l'alinéa 1^{er}.

Section 4. — Banque de données

Art. 11. Le demandeur d'emploi peut accéder à une banque de données électronique sécurisée sur le site internet du FOREm, et y vérifier si, bien qu'il ne soit pas encore engagé par un employeur, il satisfait aux conditions pour bénéficier de l'allocation de travail visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 4°.

Les informations obtenues au terme de cette vérification n'exonèrent pas le demandeur d'emploi de satisfaire aux conditions de l'article 3, la veille de la date de son entrée en service chez l'employeur.

Le FOREm assure la mise à jour de la base de données sur base des informations dont il dispose ainsi que des documents justificatifs qui lui sont transmis par le demandeur d'emploi, tel qu'arrêté par le Gouvernement.

Section 5. — Cumul

Art. 12. L'allocation de travail visée à l'article 3 et les allocations de travail visées aux articles 3 et 4 du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles ne peuvent pas être cumulées concomitamment.

L'allocation de travail visée à l'article 3 ne peut pas être octroyée en même temps qu'un programme de remise au travail tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou qu'une autre intervention financière dans la rémunération.

Elle peut en revanche être octroyée en même temps que :

- 1^o les aides instaurées par le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement;
- 2^o les réductions de cotisations sociales.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Section 1. — Evaluation

Art. 13. Le Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, charge le FOREm de procéder, au moins une fois par législature, à l'évaluation du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Le Gouvernement ou son délégué peut préciser la forme et le contenu de l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — Surveillance et contrôle

Art. 14. Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les allocations de travail et les cotisations de sécurité sociale, qui en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, la surveillance et le contrôle du présent décret et de ses arrêtés d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Art. 15. Il est interdit à un employeur, dans le but principal de bénéficier des avantages du présent décret, de résilier le contrat de travail d'un travailleur, en vue d'engager un demandeur d'emploi pour le remplacer.

Section 3. — Dispositions abrogatoires

Art. 16. L'article 183 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses est abrogé.

Art. 17. Le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié en dernier lieu par le décret du 20 février 2014, est abrogé.

Art. 18. Dans l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, les articles suivants sont abrogés :

- 1^o l'article 36^{quater}, modifié en dernier par l'arrêté royal du 10 novembre 2012 et l'arrêté royal du 16 juillet 2015;
- 2^o l'article 36^{quinquies}, inséré par l'arrêté royal du 13 mars 2006;
- 3^o l'article 78^{ter}, inséré par l'arrêté royal du 9 juin 1997 et modifié par l'arrêté royal du 7 juin 2013;
- 4^o l'article 78^{sexies}, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 3 février 2010;
- 5^o l'article 131^{quater} modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1998 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001.

Art. 19. Dans l'article 78^{sexies}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 susmentionné, modifiés dernièrement par l'arrêté royal du 3 février 2010, les mots « l'allocation d'intégration visée à l'article 131^{quater} » sont abrogés.

Art. 20. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, modifié en dernier par l'arrêté royal du 3 juin 2007;

2^o l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à l'intégration sociale mis au travail dans un programme de transition professionnelle modifié en dernier par l'arrêté royal du 1^{er} avril 2004;

3^o l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à une aide sociale financière mis au travail dans un programme de transition professionnelle, modifié en dernier par l'arrêté royal du 1^{er} avril 2004;

4^o l'arrêté royal du 19 février 2003 fixant les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent être mis à la disposition des utilisateurs dans le cadre des programmes de transition, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 mai 2007;

5^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié en dernier lieu par l'arrêté de la région wallonne du 27 février 2014;

6^o l'article 12 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 31 mai 2016.

Section 4. — Dispositions transitoires

Art. 21. Le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié en dernier lieu par le décret du 20 février 2014, l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, les articles 78^{ter}, 78^{sexies}, alinéa 2 et 131^{quater}, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, l'article 12 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à l'intégration sociale mis au travail dans un programme de transition professionnelle, l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du

centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à une aide sociale financière mis au travail dans un programme de transition professionnelle, l'arrêté royal du 19 février 2003 fixant les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent être mis à la disposition des utilisateurs dans le cadre des programmes de transition continuent à s'appliquer aux engagements qui interviennent avant l'entrée en vigueur du présent décret, aux engagements qui interviennent après l'entrée en vigueur du présent décret et qui reposent sur une décision d'octroi ou de renouvellement de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, intervenue avant l'entrée en vigueur du présent décret et aux engagements qui interviennent après l'entrée en vigueur du présent décret et qui reposent sur une décision d'octroi ou de renouvellement intervenue après l'entrée en vigueur du présent décret et relative à une demande initiale ou de renouvellement d'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, envoyée à l'administration compétente avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour les travailleurs engagés dans un programme de transition professionnelle avant l'entrée en vigueur du présent décret ou après l'entrée en vigueur du présent décret si cet engagement repose sur une décision d'octroi ou de renouvellement de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, intervenue avant l'entrée en vigueur du présent décret ou sur une décision d'octroi ou de renouvellement intervenue après l'entrée en vigueur du présent décret et relative à une demande initiale ou de renouvellement d'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, envoyée à l'administration compétente avant l'entrée en vigueur du présent décret, les employeurs bénéficient des réductions de cotisations sociales conformément aux conditions fixées en vertu de l'article 12 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les travailleurs engagés dans un programme de transition professionnelle avant l'entrée en vigueur du présent décret ou après l'entrée en vigueur du présent décret si cet engagement repose sur une décision d'octroi ou de renouvellement de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, intervenue avant l'entrée en vigueur du présent décret ou sur une décision d'octroi ou de renouvellement intervenue après l'entrée en vigueur du présent décret et relative à une demande initiale ou de renouvellement d'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, envoyée à l'administration compétente avant l'entrée en vigueur du présent, bénéficient des allocations d'intégration conformément aux conditions fixées en vertu des articles 78^{ter}, 78^{sexies} et 131^{quater}, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle, tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour les travailleurs engagés dans un programme de transition professionnelle avant l'entrée en vigueur du présent décret ou après l'entrée en vigueur du présent décret si cet engagement repose sur une décision d'octroi ou de renouvellement de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, intervenue avant l'entrée en vigueur du présent décret ou sur une décision d'octroi ou de renouvellement intervenue après l'entrée en vigueur du présent décret et relative à une demande initiale ou de renouvellement d'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, envoyée à l'administration compétente avant l'entrée en vigueur du présent décret, les employeurs bénéficient d'une intervention financière du C.P.A.S. conformément aux conditions fixées en vertu de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à l'intégration sociale mis au travail dans un programme de transition professionnelle, de l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à une aide sociale financière mis au travail dans un programme de transition professionnelle et de l'arrêté royal du 19 février 2003 fixant les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent être mis à la disposition des utilisateurs dans le cadre des programmes de transition professionnelle, tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour les travailleurs engagés dans un programme de transition professionnelle avant l'entrée en vigueur du présent décret ou après l'entrée en vigueur du présent décret si cet engagement repose sur une décision d'octroi ou de renouvellement de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, intervenue avant l'entrée en vigueur du présent décret ou sur une décision d'octroi ou de renouvellement intervenue après l'entrée en vigueur du présent décret et relative à une demande initiale ou de renouvellement d'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, envoyée à l'administration compétente avant l'entrée en vigueur du présent décret, les employeurs bénéficient des subventions conformément aux conditions fixées en vertu du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle et de l'arrêté du Gouvernement wallon 6 novembre 1997 du Gouvernement wallon d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les différents avantages visés aux alinéas précédents dont bénéficient les travailleurs et les employeurs sont octroyés au plus tard jusqu' au terme de la décision initiale ou de renouvellement d'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle tel qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 22. Les articles 36^{quater} à 36^{quinquies} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage continuent à s'appliquer aux stages qui prennent cours avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les allocations de stage et les indemnités mensuelles pour les stages visés à l'alinéa précédent sont octroyées conformément aux conditions fixées en vertu des articles 36^{quater} à 36^{quinquies} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Section 5. — Entrée en vigueur

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2017.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 2 février 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-Etre animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,
C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2016-2017.
Documents du Parlement wallon, 697 (2016-2017) N^{os} 1 à 5.
Compte rendu intégral, séance plénière du 1^{er} février 2017.
Discussion.
Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201453]

2 FEBRUARI 2017. — Decreet betreffende het inschakelingscontract (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° de « FOREm » : de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

2° de RVA : de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

3° de activering van de werkuitkering: de activering van de uitkering bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 7°, b) van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

4° de niet-werkende werkzoekende : de persoon ingeschreven bij de "FOREm" als werkzoekende en die zich in een periode van werkloosheid bevindt;

5° de periode van werkloosheid : de periode die ingaat op de inschrijving van werkzoekende bij de "FOREm", tijdens dewelke de werkzoekende niet door een arbeidsovereenkomst of door een statuut verbonden is en geen activiteit van zelfstandige als hoofdactiviteit uitoefent;

6° de jonge werkzoekende : de niet-werkende werkzoekende die de leeftijd van 25 jaar niet heeft bereikt;

7° de indiensttreding : de dag waarop de arbeider start met de uitvoering van de arbeidsovereenkomst;

8° beroepservaring : de ervaring verworven in het kader van een arbeidsovereenkomst, van een statutaire relatie of een zelfstandige activiteit, met uitzondering van diegene die verworven wordt tijdens de periodes van tewerkstelling gelijkgesteld door de Regering met de periode van werkloosheid ter uitvoering van het tweede lid, 2°;

9° het inschakelingscontract : de arbeidsovereenkomst met een voltijdse arbeidsregeling, gesloten voor onbepaalde duur of voor een bepaalde duur van minstens 12 maanden, waardoor de jonge werkzoekende die sinds minstens achttien maanden niet tewerkgesteld is, een eerste beroepservaring verwerft en in aanmerking kan komen voor een begeleiding gecoördineerd door de "FOREm".

De Regering bepaalt :

1° de kwaliteiten gelijkgesteld met de hoedanigheid van niet-werkende werkzoekende in de zin van het eerste lid, 4°;

2° de periodes van tewerkstelling gelijkgesteld met de periode van werkloosheid, in de zin van het eerste lid, 5°.

HOOFDSTUK II. — *Steun voor de indienstneming van werkzoekenden**Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

Art. 2. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de werkzoekende aangeworven door :

- 1° een instelling van het universitair onderwijs als lid van het academisch en wetenschappelijk personeel;
- 2° een andere onderwijsinstelling als lid van het onderwijzend personeel;
- 3° de federale Staat, met inbegrip van de rechterlijke macht, de Raad van State, het leger en de federale politie;
- 4° een Gemeenschap of een Gewest, met uitzondering van een onderwijsinrichting voor een werknemer die niet in de punten 1° en 2° is bedoeld;
- 5° de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- 6° een instelling van openbaar nut of een openbare instelling die onder het gezag valt van de entiteiten bedoeld in de punten 3°, 4° of 5°, met uitzondering van een openbare kredietinstelling, een autonoom overheidsbedrijf, een openbare maatschappij voor het vervoer van personen, een openbare instelling voor het personeel dat ze aanwerft als uitzendkracht om hem ter beschikking te stellen van de gebruikers met het oog op de uitvoering van een tijdelijke arbeid, overeenkomstig de wet van 24 juli 1987 op de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, en van een onderwijsinrichting voor een werknemer die niet in de punten 1° en 2° is bedoeld.

Afdeling 2. — Activering van de werkuitkering

Art. 3. De werkzoekende die het voorwerp uitmaakt van een aanwerving in het kader van een inschakelingscontract, komt in aanmerking voor een werkuitkering volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden de dag voor de datum van zijn indiensttreding :

- 1° een jonge werkzoekende zijn;
- 2° niet werken sinds minstens achttien maanden;
- 3° geen enkele beroepservaring hebben;
- 4° zijn hoofdverblijfplaats op het grondgebied van het Franstalige taalgebied hebben.

Art. 4. De werkuitkering bedoeld in artikel 3 wordt toegekend gedurende een duur van maximum twaalf maanden, vanaf de indiensttreding. De Regering kan de duur van de toekenning van de werkuitkering wijzigen.

De werkzoekende kan slechts één keer in aanmerking komen voor de werkuitkering, onverminderd de bepalingen inzake opschorting.

Art. 5. Onverminderd artikel 6, wordt de werkuitkering betaald ten belope van maandelijkse afbetalingen waarvan de Regering de bedragen bepaalt.

Daarvoor houdt de Regering rekening met de evolutie van de arbeidsmarkt voor de betrokken werkzoekenden, met de economische groei en met de begroting.

Het bedrag van de werkuitkering ontvangen voor een bepaalde kalendermaand wordt verkregen door respectievelijk het bedrag van de maandelijkse afbetalingen bepaald door de Regering te vermenigvuldigen door een breuk waarvan :

- 1° de teller gelijk is aan het aantal uren waarvoor een bezoldiging verschuldigd is tijdens de periode gedekt door deze arbeidsovereenkomst die in deze bepaalde kalendermaand ligt;
- 2° de noemer gelijk is aan 4 keer de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de referentiepersoon verhoogd met de betaalde uren inhaalrust ingevolge een regeling tot vermindering van de arbeidsduur.

Indien het resultaat van de formule, bedoeld in het vorige lid, in een beschouwde kalendermaand respectievelijk het bedrag van de maandelijkse afbetalingen bepaald door de Regering overschrijdt, is het bedrag van de werkuitkering die voor deze bepaalde kalendermaand kan worden toegekend gelijk aan het bedrag van de maandelijkse afbetalingen bepaald door de Regering.

Overeenkomstig artikel 7, § 1bis, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt het bedrag van de maandelijkse afbetaling van de werkuitkering door de werkgever in mindering gebracht van het netto loon waarop de werknemer recht heeft voor de betrokken maand.

De werkuitkering is niet hoger dan het netto loon van de werknemer.

Art. 6. De betaling van de werkuitkering wordt beperkt of opgeschort tijdens de duur gedurende welke de betaling van de bezoldiging :

- 1° respectievelijk wordt beperkt of opgeschort door de werkgever, ongeacht de oorzaak;
- 2° of door een derde ten laste wordt genomen.

Art. 7. Onder zijn coördinatie stelt de "FOREm", in partnerschap met de vormings- en inschakelingsoperatoren, een begeleiding voor aan de werkzoekende, vóór, tijdens en na de duur van de toekenning van de werkuitkering bedoeld in artikel 3.

De Regering beschrijft uitvoerig de inhoud van deze begeleiding en bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering ervan.

Afdeling 3. — Toekenning, opschorting en stopzetting van de werkuitkering

Art. 8. Op basis van de informatie waarover hij beschikt en overeenkomstig de bepalingen van de wetgeving inzake werkloosheid die de taken van de instellingen regelen bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, *i*), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en van de RVA als administratieve en technische operatoren, gaat de RVA over tot de toekenning, schorsing, stopzetting en terugvordering van de activering van de werkuitkering bedoeld in artikel 3.

De Regering kan de procedures voor de toekenning, de schorsing, de stopzetting en de terugvordering van de activering van de werkuitkering aanpassen of aanvullen.

De aanvraag voor de activering van de werkuitkering wordt ingediend door de werkzoekende bij de instellingen bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, *i*), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en moet ontvangen worden binnen de termijn bepaald door de Regering. In het geval van laattijdige ontvangst van de aanvraag door de bovengenoemde instelling, kan de activering worden beperkt in de mate bepaald door de Regering.

Art. 9. De toekenning van een werkuitkering bedoeld in artikel 3 wordt opgeschort wanneer :

1° de arbeidsovereenkomst gesloten door de werkzoekende eindigt;

2° de werkzoekende zijn hoofdverblijfplaats niet meer heeft op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

De opschorting bedoeld in het eerste lid, 1°, gaat in op de dag die volgt op de einddatum van de arbeidsovereenkomst. De opschorting bedoeld in het eerste lid, 2°, gaat in de eerste dag van de tweede maand die volgt op de kennisneming van de feiten bedoeld in het eerste lid, 2°, door de RVA.

De schorsing wordt opgeheven op verzoek van de werkzoekende wanneer :

1° hij een arbeidsovereenkomst sluit met een werkgever, voor een minimale duur die gelijk is aan de resterende duur van de werkuitkering bedoeld in artikel 3°;

2° hij opnieuw zijn hoofdverblijfplaats op het grondgebied van het Franstalige taalgebied heeft.

De toekenning van de werkuitkering kan herhaaldelijk geschorst worden.

Art. 10. De toekenning van de werkuitkering bedoeld in het derde lid stopt wanneer :

1° de duur bedoeld in artikel 3 afloopt;

2° de werkzoekende zesentwintig jaar oud is.

De stopzetting van de werkuitkering gaat in de eerste dag van de maand die volgt op de gebeurtenis bedoeld in het eerste lid.

Afdeling 4. — Databank

Art. 11. De werkzoekende kan toegang hebben tot een beveiligde elektronische databank op de website van de "FOREm", en er nagaan of, hoewel hij nog niet door een werkgever is aangeworven, hij aan de voorwaarden voldoet om in aanmerking te komen voor de werkuitkering bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 4°.

De informatie verkregen aan het einde van deze verificatie stelt de werkzoekende niet vrij van het voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, de dag voor de datum van zijn indiensttreding bij de werkgever.

De "FOREm" zorgt voor de bijwerking van de databank op basis van de informatie waarover hij beschikt alsook van de bewijsstukken die hem worden overgemaakt door de werkzoekende, zoals bepaald door de Regering.

Afdeling 5. — Cumul

Art. 12. De werkuitkering bedoeld in artikel 3 en de werkuitkeringen bedoeld in de artikelen 3 en 4 van het decreet van 2 februari 1977 betreffende de steun voor tewerkstelling voor de doelgroepen mogen niet gelijktijdig worden gecumuleerd.

De werkuitkering bedoeld in artikel 3 mag niet samen met een programma voor wedertewerkstelling worden toegekend zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, of met een andere financiële tegemoetkoming in de bezoldiging.

Ze mag daarentegen samen worden toegekend met :

1° de tegemoetkomingen ingesteld bij het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs;

2° de verminderingen van de sociale bijdragen.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Afdeling 1. — Evaluatie

Art. 13. Volgens de modaliteiten die zij bepaalt, belast de Regering de "FOREm" ermee om, minstens een keer per legislatuur, dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten te evalueren.

De Regering of haar afgevaardigde kan de vorm en de inhoud van de evaluatie bedoeld in het eerste lid bepalen.

Afdeling 2. — Toezicht en controle

Art. 14. Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de werkuitkeringen en de socialezekerheidsbijdragen, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, worden de controle en het toezicht op dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

Art. 15. Het is verboden voor een werkgever, met als hoofddoel te genieten van de voordelen van dit decreet, om de arbeidsovereenkomst van een werknemer op te zeggen, met het oog op de aanwerving van een werkzoekende om hem te vervangen.

Afdeling 2. — Opheffingsbepalingen

Art. 16. Artikel 183 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en diverse bepalingen wordt opgeheven.

Art. 17. Het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt opgeheven.

Art. 18. In het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, worden de volgende artikelen opgeheven:

1° artikel 36*quater*, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 november 2012 en het koninklijk besluit van 16 juli 2015;

2° artikel 36*quinquies*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 maart 2006;

3° artikel 78*ter*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 juni 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juni 2013;

4° artikel 78*sexies*, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 februari 2010;

5° artikel 131*quater*, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1998 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001.

Art. 19. In artikel 78*sexies*, derde lid, van het bovengenoemde koninklijk besluit van 25 november 1991, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 februari 2010, worden de woorden "de integratie-uitkering bedoeld in artikel 131*quater*" opgeheven.

Art. 20. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juni 2007;

2° het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een gerechtigde op maatschappelijke integratie die wordt tewerkgesteld in een doorstromingsprogramma, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 april 2004;

3° het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp die wordt tewerkgesteld in een doorstromingsprogramma, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 april 2004;

4° het koninklijk besluit van 19 februari 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder werknemers ter beschikking kunnen worden gesteld van gebruikers in het kader van doorstromingsprogramma's, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 mei 2007;

5° het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, laatst gewijzigd bij het besluit van het Waalse Gewest van 27 februari 2014;

6° artikel 12 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 mei 2016.

Afdeling 4. — Overgangsbepalingen

Art. 21. Het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, de artikelen 78^{ter}, 78^{sexies}, tweede lid en 131^{quater} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, artikel 12 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een gerechtigde op maatschappelijke integratie die wordt tewerkgesteld in een doorstromingsprogramma, het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp die wordt tewerkgesteld in een doorstromingsprogramma, het koninklijk besluit van 19 februari 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder werknemers ter beschikking kunnen worden gesteld van gebruikers in het kader van doorstromingsprogramma's blijven van toepassing op de verbintenissen die zich voordoen vóór de inwerking van dit decreet, op de verbintenissen die zich voordoen na de inwerkingtreding van dit decreet en die berusten op een beslissing tot toekenning of verlenging van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, genomen voor de inwerkingtreding van dit decreet en op de verbintenissen die zich voordoen na de inwerkingtreding van dit decreet en die berusten op een beslissing tot toekenning of verlenging die zich voordoet na de inwerkingtreding van dit decreet en betreffende een oorspronkelijke of hernieuwingsaanvraag van toekenning van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, gezonden naar de bevoegde administratie vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor de werknemers in dienst genomen in een doorstromingsprogramma vóór de inwerkingtreding van dit decreet of na de inwerkingtreding van dit decreet als deze verbintenis berust op een beslissing van toekenning of hernieuwing van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3° van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, genomen voor de inwerkingtreding van dit decreet of op een beslissing van toekenning of hernieuwing die zich voordoet na de inwerkingtreding van dit decreet en betreffende een oorspronkelijke of hernieuwingsaanvraag van toekenning van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, gezonden naar de bevoegde administratie vóór de inwerkingtreding van dit decreet, komen de werkgevers in aanmerking voor de verminderingen van de sociale bijdragen overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens artikel 12 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, zoals van kracht vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De werknemers in dienst genomen in een doorstromingsprogramma vóór de inwerkingtreding van dit decreet of na de inwerkingtreding van dit decreet als deze verbintenis berust op een beslissing van toekenning of hernieuwing van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3° van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, genomen vóór de inwerkingtreding van dit decreet of op een beslissing van toekenning of hernieuwing die zich voordoet na de inwerkingtreding van dit decreet en betreffende een oorspronkelijke of hernieuwingsaanvraag van toekenning van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, gezonden naar de bevoegde administratie vóór de inwerkingtreding van dit decreet, komen in aanmerking voor de integratietoelagen overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens de artikelen 78^{ter}, 78^{sexies} et 131^{quater}, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's, zoals van kracht vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor de werknemers in dienst genomen in een doorstromingsprogramma vóór de inwerkingtreding van dit decreet of na de inwerkingtreding van dit decreet als deze verbintenis berust op een beslissing van toekenning of hernieuwing van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3^o van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, genomen voor de inwerkingtreding van dit decreet of op een beslissing van toekenning of hernieuwing die zich voordoet na de inwerkingtreding van dit decreet en betreffende een oorspronkelijke of hernieuwingsaanvraag van toekenning van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3^o, van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, gezonden naar de bevoegde administratie vóór de inwerkingtreding van dit decreet, komen de werkgevers in aanmerking voor een financiële tussenkomst van het OCMW overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een gerechtigde op maatschappelijke integratie die wordt tewerkgesteld in een doorstromingsprogramma, het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp die wordt tewerkgesteld in een doorstromingsprogramma, het koninklijk besluit van 19 februari 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder werknemers ter beschikking kunnen worden gesteld van gebruikers in het kader van doorstromingsprogramma's, zoals van kracht vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor de werknemers in dienst genomen in een doorstromingsprogramma vóór de inwerkingtreding van dit decreet of na de inwerkingtreding van dit decreet als deze verbintenis berust op een beslissing van toekenning of hernieuwing van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3^o van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, genomen voor de inwerkingtreding van dit decreet of op een beslissing van toekenning of hernieuwing die zich voordoet na de inwerkingtreding van dit decreet en betreffende een oorspronkelijke of hernieuwingsaanvraag van toekenning van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3^o, van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, gezonden naar de bevoegde administratie vóór de inwerkingtreding van dit decreet, komen de werkgevers in aanmerking voor de toelagen overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma en het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, zoals van kracht vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De verschillende voordelen bedoeld in de vorige leden waarvoor de werkgevers en de werknemers in aanmerking komen, worden toegekend uiterlijk tot het einde van de oorspronkelijke of hernieuwingsbeslissing van toekenning van de toelage bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3^o, van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, zoals van kracht vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 22. De artikelen 36^{quater} tot 36^{quinquies} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering blijven van toepassing op de stages die ingaan vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De stageuitkeringen en de maandelijkse vergoedingen voor de stages bedoeld in het vorig lid worden toegekend overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens de artikelen 36^{quater} tot 36^{quinquies} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, zoals van kracht vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Afdeling 5. — Inwerkingtreding

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 februari 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement 697 (2016-2017) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 februari 2017.

Bespreking.

Stemming.